

ARRETE DU MAIRE n° 2013.21**OBJET : Arrêté 2013.21 Raccordement au réseau ERDF au 159 Chemin des Vignes - Mr et Mme VILHON Julie et Sébastien.doc**

Vu le Code de la Route,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code de la voirie routière,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 7 janvier 1983,

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992,

Vu la demande de l'entreprise Eiffage Energie Rhône-Alpes à Vaulx en Velin pour réaliser des travaux de raccordement sur le réseau ERDF au 159 Chemin des Vignes pour le compte de Mr et Mme VILHON Sébastien et Julie,

Considérant que pour permettre l'exécution des travaux et assurer la sécurité de la circulation automobile et piétonnière ainsi que des ouvriers, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

Le Maire de la Commune de SAINT-PRIM**ARRETE**

Article 1 : Annule et remplace l'arrêté n°2013-17 du 29 mars 2013.

Article 2 : La circulation sera temporairement réglementée sur le Chemin des Vignes (C.C. n° 15) dans les conditions définies ci-après. Cette réglementation sera applicable à partir du vendredi 17 mai 2013 et jusqu'au vendredi 14 juin 2013.

Article 3 : La circulation des véhicules sera alternée sur cette voie.

Article 4 : La signalisation du chantier (jours et nuits) sera mise en place, entretenue et déposée, sous contrôle de l'entreprise Eiffage. Une signalisation spécifique pour la circulation des piétons, l'accès des riverains et le service de collecte des ordures ménagères devra être mise en place en cas de nécessité.

Article 5 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication et d'un affichage selon les règles en vigueur. Le Maire, l'entreprise responsable des travaux sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont ampliation sera transmise à l'entreprise, à la CCPR et à la Gendarmerie de St-Clair du Rhône.

Fait à Saint-Prim, le 30 avril 2013

Le Maire

P. BARRAUD